

## ABDULWAHID AL-NUR, CHEF DE LA RÉBELLION AU DARFOUR « SANS LA FOI DANS LA DÉMOCRATIE, JE SERAIS MORT »

ENTRETIEN AVEC JACKY MAMOU, AURÉLIEN PEROL, ÈVE SZEFTEL

*En lutte contre les islamistes au pouvoir au Soudan, le principal mouvement rebelle du Darfour se réclame à la fois de la démocratie et de la laïcité. Son chef, Abdulwahid al-Nur, était en Europe en février dernier, pour tenter de convaincre l'Union européenne d'agir sans délai contre le génocide en cours dans l'Ouest soudanais. De passage à Paris, il nous a accordé cet entretien.*

Nous avons rencontré Abdulwahid al-Nur, le chef du principal mouvement rebelle au Darfour, lors de la tournée qu'il a effectuée en Europe en février pour plaider la cause d'une intervention militaire dans cette province occidentale du Soudan où Kofi Annan a avoué avoir vu « l'enfer sur terre ». On sait peu de chose sur M. al-Nur et le Mouvement de libération du Soudan (SLM). Est-il, comme certains l'affirment, soutenu par le Tchad voisin, son président Idriss Déby ayant à cœur d'aider les frères de sa tribu zaghawa insurgés au Darfour ? M. al-Nur reste évasif à ce sujet. Le SLM, combien de divisions ? C'est la guerre, la règle est d'en dire le moins possible. Abdulwahid est un guerrier, mais il n'aime pas la guerre. Cet avocat de formation n'a pas eu d'autre choix pour protéger son peuple que de prendre les armes. Mais la guerre ne suffit pas. Pour lui, il n'y aura pas de paix au Soudan sans un changement de régime. Car qu'est-ce que la guerre au Darfour sinon l'histoire d'une répression toujours recommencée par le pouvoir central contre



\* ABDULWAHID AL-NUR est le chef du SLM, principal mouvement rebelle du Darfour. Depuis quinze ans, il se bat pour faire cesser le massacre de son peuple.

un soulèvement régional ? Après le Sud chrétien, les monts Nouba. Après les monts Nouba, le Darfour. M. al-Nur en est convaincu : seul un régime démocratique et laïc peut assurer la coexistence pacifique de Noirs et d'Arabes, de musulmans, chrétiens et animistes, de régions pauvres et riches. Toute autre solution ne peut conduire qu'au séparatisme, à l'apartheid et, finalement, à la guerre. Mais la « communauté internationale » n'en est pas là. Tandis que les forces de l'Union africaine assistent les bras croisés aux massacres, le nouveau secrétaire général de l'Onu s'échine à convaincre Khartoum d'accepter le déploiement de 17 000 Casques bleus au Darfour en application de la résolution 1706. Abdulwahid al-Nur ne croit pas dans

cette solution dont la mise en œuvre dépend du bon vouloir du régime soudanais. Il plaide pour une action commune du « camp des démocraties », dans le cadre de l'Otan, comme au Kosovo en 1999. Une manière de contourner le Conseil de sécurité de l'Onu, paralysé par la menace d'un veto de la Chine, premier importateur de pétrole soudanais. Mais pour les démocraties également, il semble urgent d'attendre. Aux États-Unis, où la mobilisation de l'opinion publique est très forte, on parle le langage de la fermeté mais on hésite à se mettre à dos le régime d'Omar al-Béchar qui a rendu de précieux services dans la lutte contre le terrorisme islamique. La France excluait jusqu'à peu toute solution qui n'aurait pas l'entier assentiment des autorités de Khartoum, de crainte de préparer le terrain à un « second Irak ». Lors du sommet Afrique-France de Cannes, le 15 février, Jacques Chirac a renvoyé dos à dos les rebelles du Darfour et les autorités de Khartoum pour leur responsabilité dans cette « catastrophe humanitaire ».

*Moins d'un mois plus tard, changement de pied : lors d'un meeting organisé par le collectif Urgence Darfour, le président a haussé le ton, menaçant le Soudan de sanctions s'il ne respectait pas ses engagements. Dans un message lu par Bernard-Henri Lévy, il a invité à ne pas oublier « les leçons des génocides et des crimes contre l'humanité du xx<sup>e</sup> siècle, qui hantent nos consciences ». Pendant ce temps, alors que les candidats à la présidentielle se sont engagés les uns après les autres à ne pas rester inactifs s'ils étaient élus, le compteur de la mort continue à tourner au Darfour.*

**ÈVE SZEFTTEL.** *Quelle solution prônez-vous pour résoudre le conflit au Darfour ?*

**ABDULWAHID AL-NUR.** Une force de l'ONU au Darfour serait inefficace en raison de la nature même de son mandat, le « maintien de la paix ». Aussi j'en appelle à l'Otan pour faire cesser le génocide. Il faut ouvrir un corridor humanitaire au Darfour. L'Amérique et l'Europe se battent pour les droits de l'homme. Nous sommes dans le même camp. Nous aspirons à un régime démocratique. Je veux croire que l'Amérique et l'Europe nous entendront car si le gouvernement parvient à détruire mon peuple, ils en paieront le prix. Et demain l'histoire les jugera.

**JACKY MAMOU.** *Quelles sont les racines du drame qui se joue actuellement au Darfour ? S'agit-il d'un conflit religieux, ethnique ou économique ?*

**A. AL-NUR.** Au Soudan, quelques élites arabes ont le pouvoir depuis l'indépendance. Mais elles ne représentent que 15 % de la population. Une très large majorité de Soudanais sont africains, c'est-à-dire noirs. C'est ce qui a donné son nom au pays : en arabe, *soud* veut dire « noir ». Littéralement, le Soudan est le « pays des gens noirs ». À la suite du coup d'État de 1989, les islamistes fondamentalistes au pouvoir ont commencé à tuer les Africains en masse. Dans le sud du pays, ils ont assassiné nos frères chrétiens au nom du djihad, la guerre sainte contre les

**Aussi j'en appelle à l'Otan pour faire cesser le génocide. Il faut ouvrir un corridor humanitaire au Darfour. L'Amérique et l'Europe se battent pour les droits de l'homme. Nous sommes dans le même camp. Nous aspirons à un régime démocratique. Je veux croire que l'Amérique et l'Europe nous entendront car si le gouvernement parvient à détruire mon peuple, ils en paieront le prix. Et demain l'histoire les jugera.**

infidèles. Mais au Darfour, où tout le monde est musulman, ils n'ont pas pu invoquer ce prétexte. Ils ont donc utilisé la race comme une arme contre les Africains. C'est à cette fin qu'ils ont instrumentalisé les djandjawids. Ces nomades arabes n'avaient pas de terres. Khartoum leur a dit : « Tuez ces Africains, et vous pourrez vous installer à leur place » ; une opération de nettoyage ethnique, en bonne et due forme. Venues d'autres pays comme le Tchad et le Niger, ces milices ont été armées et entraînées par le gouvernement d'Omar al-Bachir. Elles ont tué sur son injonction, pour accéder à la propriété. Bien sûr, de telles exactions existaient déjà sous le pouvoir d'al-Mahdi, avant l'arrivée des islamistes. Mais le régime d'al-Bachir a permis leur généralisation en légalisant ces pratiques.

**E. SZEFTTEL.** *À quand remonte l'origine de la rébellion au Soudan ?*

**A. AL-NUR.** En 1992, les milices du gouvernement ont commencé à tuer en masse les populations issues de toutes les tribus africaines présentes dans le pays : les Four, mais aussi les Zagawa et Massali, les Bilgip, les Tundur. C'est une tentative de rébellion contre le

gouvernement d'al-Bachir qui a mis le feu aux poudres. Un ancien dignitaire du régime, nommé Bolad<sup>1</sup>, était à la tête de cette insurrection, qui a échoué. Dès lors, le pouvoir s'est employé à nettoyer le Soudan de ses populations noires. À l'époque, j'étudiais le droit à l'université de Khartoum. Avec d'autres étudiants, nous nous demandions comment faire cesser les massacres dans le Sud, dans les monts Nouba et au Darfour. Nous venions de différentes régions – du Darfour, du Nil bleu ou encore de l'est du Soudan. Certains d'entre nous étaient chrétiens, d'autres musulmans. Certains, même, étaient arabes. Mais nous partagions un même sentiment d'urgence, la même conscience d'être assis sur une bombe à retardement. Pour nous, la question la plus urgente était : comment empêcher ces milices de tuer nos peuples, au Darfour, dans le sud, l'est du Soudan et à Khartoum même ? C'est ce qui nous a conduits à créer une organisation politique. Dès sa fondation, notre mouvement reposait sur deux idées : l'existence de droits des citoyens, et la séparation entre la religion et l'État. À l'époque, il était totalement clandestin. Nous n'avions pas de nom, pas d'existence légale. Après dix ans de

mobilisation souterraine des populations dans tout le pays, nous avons fondé notre aile militaire en 2001. Deux raisons ont motivé cette décision : nous voulions défendre nos peuples contre le génocide et obliger le gouvernement à engager des négociations.

**J. MAMOU.** *Vous dites avoir mobilisé également dans le Sud. Mais ces populations avaient déjà le SPLM (Mouvement populaire de libération du Soudan).*

**A. AL-NUR.** Je tiens à rappeler que ce que nous proposons alors était radicalement nouveau. Dès le début, nous avons promu l'idée d'une démocratie laïque. Notre idée était clairement d'unifier le Soudan – et tous les Soudanais – autour d'un État qui garantisse l'égalité des droits entre tous les citoyens, quelle que soit leur région d'origine ou leur religion. C'est ce qui nous a permis de fédérer sur une si large base, et de compter parmi nous des soutiens dans le Sud, y compris des gens du SPLA...

Nous avons de très bonnes relations avec le SPLM<sup>2</sup>. Nous respectons « Dr John » et Salva Kiir qui lui a succédé. Cependant, des différences nous séparent d'eux. Il existe au SPLM une mouvance séparatiste avec laquelle nous sommes en désaccord car, pour nous, le Soudan doit rester uni.

En revanche, nous sommes beaucoup plus proches de la tendance appelée « Nouveau Soudan ». Mais eux sont partisans d'un Soudan qui fédérerait deux systèmes politiques, la charia au Nord et un État laïc au Sud, alors que nous, le SLM, défendons l'idée d'un seul État laïc pour tout le pays.

**J. MAMOU.** *Qu'en est-il du Livre noir du Soudan<sup>3</sup>, publié entre 2000 et 2002 : vous associez-vous à son constat sur les inégalités de développement du pays ?*

**A. AL-NUR.** Le *Livre noir* utilise les statistiques pour démontrer la marginalisation organisée du Darfour – et d'autres régions du Soudan – par Khartoum. Mais il a été écrit par des islamistes. Même s'il énonce certaines vérités, nous rejetons avec force l'idéo-

logie fondamentaliste qui sous-tend cet ouvrage. Ceux qui l'ont écrit sont les mêmes qui tuent nos peuples au nom de la guerre sainte et de l'arabisation. Ils sont aux antipodes de la position du SLM, en faveur d'une démocratie laïque au Soudan.

**AURÉLIEN PEROL.** *En tant que musulman, qu'est-ce qui vous a amené à défendre la vision d'un Soudan laïc ?*

**A. AL-NUR.** Au Soudan, les musulmans coexistent avec des chrétiens, et avec bien d'autres religions. Dans ces conditions, un gouvernement qui – comme c'est le cas aujourd'hui – dirige le pays selon la loi islamique ne peut être accepté par les chrétiens. Inversement, je n'accepterais pas en tant que musulman d'être gouverné selon des lois chrétiennes. Au Soudan, nous devons donc créer une constitution, des lois, un mode de gouvernement qui soient acceptables par tous. Le seul moyen d'y parvenir est de mettre en place une démocratie laïque, comme en France, par exemple. C'est pour cette raison que, étant musulman, je mobilise depuis des années les peuples du Soudan autour de l'idée de laïcité.

**A. PEROL.** *Vous dites que votre mouvement a réussi à réunir plusieurs tribus, plusieurs religions. Mais toutes les composantes du SLM partagent-elles votre vision d'un Soudan laïc et démocratique ? Ce projet de société n'est-il pas difficile à faire passer, notamment auprès des populations musulmanes du Darfour ?*

**A. AL-NUR.** Nous ne sommes pas une simple réunion de tribus. Nous partageons une vision commune pour le Soudan. Et cette vision est désormais partagée par une majorité de gens dans le pays. Allez à la rencontre des étudiants à Khartoum, allez voir les réfugiés, et demandez-leur ce qu'ils pensent de l'idée d'un État laïc et démocratique. Vous verrez le fruit de quinze années de mobilisation pour faire avancer cette idée.

Aujourd'hui, l'idée d'un Soudan démocratique et laïc est plus enracinée que jamais parmi les populations. Quand

j'ai refusé de signer le DPA (Darfour's Peace Agreement), les gens<sup>4</sup> ont manifesté en masse : ils sont descendus dans la rue pour marquer leur soutien à mon projet d'une société démocratique et sécularisée. Ils veulent l'égalité des droits, la séparation de l'Église et de l'État. Dans les camps de réfugiés, les gens appellent leurs enfants Condoleezza Rice ou Colin Powell, qui pourtant ne sont pas musulmans. À force de travail, nous avons créé une réelle aspiration à la démocratie dans la population. C'est pour cela que le gouvernement d'al-Bachir a peur de nous, et nous pourchasse sans relâche.

Nous avons actuellement des millions de partisans dans tout le Soudan. Nos relais dans le pays sont nombreux et bien structurés. Bien sûr, ces réseaux restent clandestins pour des raisons de sécurité. Nos forces sont donc difficilement quantifiables. Mais je pense qu'actuellement, le SLM est le mouvement rebelle le plus puissant. Notre aile militaire ne représente que 10 % de nos militants. La grande majorité est faite de simples civils. Si des élections libres étaient organisées aujourd'hui, je suis convaincu que nous l'emporterions haut la main.

**E. SZEFTTEL.** *De quels soutiens bénéficiez-vous dans votre résistance au gouvernement d'al-Bachir ? N'êtes-vous pas bien isolés diplomatiquement pour atteindre votre but : renverser ce régime et instaurer la démocratie au Soudan ?*

**A. AL-NUR.** Pour l'heure nous n'avons aucun soutien international, que ce soit sur le plan financier ou militaire. Aucun pays ne nous aide, pas même en Afrique. L'Union africaine ne nous est d'aucun secours. Le gouvernement nous harcèle de ses attaques aériennes, tue notre peuple ou l'enferme dans des camps. Les ONG sont chassées pour qu'elles ne voient pas ce qui se passe réellement. Mon sentiment est que Khartoum veut mettre en œuvre une solution finale pour tuer les peuples du Darfour. Aussi je ne comprends pas pourquoi des démocraties africaines comme l'Afrique du Sud, le Nigeria ou le Ghana ne nous

aident à pas à renverser le régime islamiste actuellement au pouvoir. Au lieu de cela, ils s'agenouillent devant Khartoum, ou préfèrent ne rien voir.

**E. SZEFTTEL.** *Qu'attendez-vous de la communauté internationale actuelle : qu'elle mette fin aux massacres ou qu'elle vous aide aussi à renverser le gouvernement, et à organiser des élections libres au Soudan ?*

**A. AL-NUR.** Tant que ce gouvernement sera au pouvoir, aucun accord de paix ne sera appliqué. Aucun ne l'a été jusqu'à présent, que ce soit l'accord de paix global avec le SPLM, les accords du Caire avec l'Alliance démocratique nationale ou encore l'East Sudan Peace Agreement. Le préalable, c'est de chasser ce régime et d'instaurer la démocratie en organisant des élections libres. C'est pour mettre en œuvre ce programme que le SLM a

tant besoin de l'aide de la communauté internationale. Ce n'est qu'à partir de là qu'on pourra bâtir la paix, et assurer l'unité du pays.

Si le Soudan s'enfonce dans les divisions qu'il connaît aujourd'hui, cette instabilité risque de se répandre dans le continent. Des pays comme le Nigeria, le Tchad et le Congo pourraient s'enfoncer à sa suite dans la guerre civile. Tous ces pays ont des populations de différentes confessions. Si le Soudan doit se diviser, il n'y a aucune raison qu'ils y échappent. La seule solution pour contrer ce risque, c'est la démocratie laïque : si le Soudan se dote d'un tel régime, ce pays deviendra un modèle politique pour le continent.

**E. SZEFTTEL.** *Pensez-vous qu'une intervention extérieure serait acceptée au Soudan ? Le régime d'al-Bachir est-il suffisamment impopulaire ? Nous*

*avons tous en mémoire le précédent de l'Irak : Saddam Hussein était détesté par la population, mais les Américains n'ont pas été accueillis en libérateurs...*

**A. AL-NUR.** En Irak, les fondements de l'intervention étaient politiques. Au Darfour, les motivations d'une intervention seraient essentiellement humanitaires. Il s'agit de stopper les meurtres, de protéger la population des djandjawids. Il est évident que les Darfouris ne seraient pas hostiles à une intervention étrangère qui pourrait leur sauver la vie.

L'affirmation, relayée par Khartoum, que le Soudan serait un nouvel Irak pour les Occidentaux ne tient pas. C'est de la propagande pure et simple, sans aucun fondement de vérité. La réalité, c'est que les gens n'en peuvent plus : allez donc dans les camps demander aux réfugiés ce qu'ils pensent du gouvernement. Même les djandjawids se rendent désormais compte qu'ils sont instrumentalisés par les fondamentalistes au pouvoir. Mais s'ils refusent d'obéir, eux aussi seront tués.

En fait, nous sommes un peu dans la situation de l'Europe au sortir de la Seconde Guerre mondiale. À présent, ce que veulent tous les Soudanais, c'est la paix et l'assurance de pouvoir vivre ensemble.

**A. PEROL.** *Ne craignez-vous pas une perte d'indépendance, si les puissances occidentales bouleversent le jeu politique au Darfour ? La présence d'hydrocarbures dans votre sous-sol pourrait attiser des convoitises...*

**A. AL-NUR.** C'est un faux débat, encouragé au Soudan par la propagande gouvernementale. Je n'accepte pas cette idée selon laquelle les Africains devraient régler leurs problèmes entre Africains. La vérité, c'est que l'Union africaine n'a rien fait pour empêcher le massacre de mon peuple. Ses soldats n'ont ni les moyens logistiques ni le mandat pour mettre fin aux violences au Darfour. Les troupes africaines restent là, les bras croisés, à assister quotidiennement aux meurtres sans rien faire. Pire, je sais qu'elles sont payées par Khartoum pour ne rien dire sur ce qui se passe. Ce dont a besoin le Dar-

**En Irak, les fondements de l'intervention étaient politiques. Au Darfour, les motivations d'une intervention seraient essentiellement humanitaires. Il s'agit de stopper les meurtres, de protéger la population des djandjawids. Il est évident que les Darfouris ne seraient pas hostiles à une intervention étrangère qui pourrait leur sauver la vie. L'affirmation, relayée par Khartoum, que le Soudan serait un nouvel Irak pour les Occidentaux ne tient pas. C'est de la propagande pure et simple, sans aucun fondement de vérité. La réalité, c'est que les gens n'en peuvent plus : allez donc dans les camps demander aux réfugiés ce qu'ils pensent du gouvernement.**

# Nous ne sommes pas comme ces rébellions de pays en Afrique qui se battent pour le pouvoir, et se contentent ensuite de distribuer travail et privilèges à quelques-uns. Je suis avocat de formation, je respecte le droit. À l'origine, nous sommes un parti politique, et non un mouvement armé. C'est par nécessité que nous avons développé une branche militaire, en premier lieu pour défendre notre population, puis pour obliger le gouvernement à nous entendre.

four en ce moment, ce n'est pas de ce débat stérile, mais d'une intervention des pays européens, de l'Otan, pour protéger la population des djandjawids. Comme au Kosovo, où les forces de l'Alliance atlantique avaient assuré la sécurité des civils.

**J. MAMOU.** *Il y a peu de chances que l'Otan mette sur pied une telle intervention, aussi loin de l'Europe...*

**A. AL-NUR.** Il y a deux possibilités. Si les forces de l'Otan ne peuvent pas s'engager au Darfour, l'Europe et les États-Unis pourraient apporter au SLM un soutien financier ou des armes pour se défendre. Nos troupes ont besoin de tout : d'équipement, de nourriture, de médicaments... personne ne nous donne rien.

Nous ne sommes pas comme ces rébellions de pays en Afrique qui se battent pour le pouvoir, et se contentent ensuite de distribuer travail et privilèges à quelques-uns. Je suis avocat de formation, je respecte le droit. À l'origine, nous sommes un parti politique, et non un mouvement armé. C'est par nécessité que nous avons développé une branche militaire, en premier lieu pour défendre

notre population, puis pour obliger le gouvernement à nous entendre.

**J. MAMOU.** *Pour pouvoir changer la donne au Soudan, votre mouvement a besoin d'une organisation efficace. Où trouver les cadres, les personnels qualifiés ?*

**A. AL-NUR.** Les fondateurs du SLM sont des étudiants, des universitaires, des intellectuels. Mais à présent, après des années de mobilisation, de développement de notre mouvement, nos besoins en encadrement sont de plus en plus criants. Nos personnels doivent être formés politiquement, économiquement, diplomatiquement, et nous manquons de formateurs. Seuls, nous ne pourrions mener à bien un tel projet. Car il s'agit de changer en profondeur la société soudanaise : il faut éduquer la population pour qu'elle parvienne à faire siennes les idées de laïcité, d'égalité entre les hommes et les femmes... Nous voulons également créer une nouvelle police, qui protège les gens et garantisse l'égalité des droits. Ce qui n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui. C'est un programme ambitieux, difficile. C'est pourquoi nous avons tant

besoin de l'aide de la communauté internationale. Mais je suis convaincu que nous finirons par y arriver, même isolés. Cela prendra juste beaucoup plus de temps. C'est cette foi qui me permet de continuer mon combat, malgré la répression du régime, les tentatives d'assassinat. Sans elle, je serais déjà mort. ■

1. Issu de l'ethnie four, majoritaire au Darfour, Daoud Bolad s'est révolté contre l'apartheid que subissaient les Noirs. Il a été arrêté, amené à Khartoum et torturé à mort. Selon l'historien Gérard Prunier, chercheur au CNRS, « à partir de la mort de Bolad, il y a eu un fort repli identitaire. Une nouvelle génération s'est préparée à la guérilla. Ces jeunes ont récolté de l'argent auprès de la diaspora four. Au début des années 2000 est né le Front de libération du Darfour, qui s'est rapidement transformé en Mouvement de libération du Soudan afin de marquer le caractère national et pas seulement régional de ses revendications. En février 2003, les jeunes sont passés à l'action » (*Libération*, 21 mai 2005).

2. Le SPLM a été fondé par John Garang, un colonel dissident, en réaction à la décision du président Nimeiri d'imposer la loi islamique à l'ensemble du Soudan en 1983. La guerre civile qui a suivi a duré plus de vingt ans jusqu'à la signature début 2005 d'un accord de paix entre le gouvernement central et les miliciens chrétiens de John Garang. Cet accord prévoit un régime d'autonomie de six ans au Sud-Soudan, période à l'issue de laquelle un référendum d'autodétermination sera organisé.

3. Le « livrenoir », un manuscrit anonyme, est apparu mystérieusement un vendredi de mai 2000 dans des mosquées et autres lieux publics à Khartoum avant d'être photocopié à grande échelle pour atteindre des régions reculées du Soudan. Souvent considéré comme le ferment de la rébellion au Darfour, le livre a été écrit par un groupe d'une quinzaine de membres dont certains participèrent peu de temps après à la création du JEM (le Mouvement pour la justice et l'égalité), l'autre grand mouvement rebelle au Darfour, d'inspiration islamiste.

4. L'accord de paix au Darfour a été signé en mai 2006 par une faction du Mouvement de libération du Soudan conduite par Minnie Minnawi. M. al-Nur a expliqué qu'il n'avait aucune confiance dans le gouvernement soudanais car celui-ci n'avait jamais respecté le moindre accord dans le passé. Les deux autres mouvements rebelles au Darfour ont également refusé de le signer.